

cerises

la coopérative

Ça peut servir !

Avec l'objectif d'associer toutes les personnes à la vie municipale et de réussir la transformation écologique et sociale avec ceux qui subissent la grande pauvreté ATD-Quart Monde a publié un document : atdqm.fr/elections2026

Selon la Direction de la Recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, 17,9% de la population est pauvre ; 11,7 % qualifiées comme « modeste ». Ces données datent de 2021 et plusieurs pays d'Europe dépassent le seuil de 20%.

Dans la revue Salariat, à noter [l'article](#), en accès libre, sur la sécurité sociale de l'alimentation : par Antoine Bernard de Raymond, Sylvain Bordie, Louise Doglio, David Glory et Marthe-Aline Jutand. Une revue qui constitue une ressource de qualité.

Agenda militant

12 décembre

Assemblée permanente des associations citoyennes 10h - 17h45 dans les locaux de la CNFR à Montreuil au 17 rue Navoiseau (ligne 9 métro Robespierre ou Croix de Chavaux) ou en visio. Les soulèvements associatifs à l'heure des municipales + ateliers inscription [ICI](#)

18 décembre

Journée internationale des migrant-e-s une journée sans nous : si on s'arrête, tout s'arrête ! Des rendez-vous en Ile-de-France, une réunion nationale zoom

Programme des Rencontres de l'Atelier pour la saison 2025-2026

11 décembre : Sylvain Cypel, ancien rédacteur en chef au journal Le Monde, auteur du livre « Israël contre les juifs », membre de la rédaction du journal en ligne « Orient xxi » et de celle de l'hebdomadaire « le 1 ».

22 janvier : Nicolas Devers-Dreffus, ancien auditeur de l'IHEDN (institut des hautes études de défense nationale) établissement public à dimension inter-ministérielle, placé sous la tutelle du premier ministre.

La sécu ! Et si on l'étendait ?

Pas de budget voté. C'est un évènement, le symptôme d'un système qui ne peut pas continuer. Sous la demande de millions de personnes, pour une part de l'assemblée un budget doit faire participer les fortunes et les géants de l'économie à la vie collective, pour l'autre c'est impensable. **Les deux projets sont inconciliables.**

Et ce n'est pas fini. Tout occupé à constituer des réserves pour financer de vastes opérations financières (l'IA, l'espace, l'alimentation macro chimique, la maîtrise de l'eau...) et à abattre les systèmes de solidarité, le capitalisme a depuis toujours la sécurité sociale dans le viseur. Après les ordonnances de 67, les directives européennes contre la mutualité, le paiement à l'acte et la marchandisation de la santé, l'offensive menée par Macron et ses gouvernements annonce un nouvel hallali. Tout cet argent fait convoitise et surtout ce système montre qu'en mutualisant, c'est beaucoup mieux que de laisser les méritants se payer un luxe que les trimeurs n'auraient pas : mérite libertarien contre wokisme communiste...

Plutôt que de regarder le « trou » de la sécu par le petit bout de la lorgnette, voyons les causes de dégradation de notre santé et réduisons ainsi les dépenses : santé mentale (burn-out, maux du travail, dégradation chez une grande partie des jeunes maltraités et précarisés), santé physique, pesticides à l'origine des cancers...

La « SECU » est-elle seulement un moyen de réparer la maladie de ceux qui ne le peuvent pas ou un moyen de faire société ? Des caisses de secours du XIX^e siècle à la sécurité SOCIALE de 1948, une tout autre démarche a été promue. On ne parlerait pas, sinon, de prévention, de santé publique, on irait se faire télé diagnostiquer et on passerait chez le « vendeur de drogues » suivant. **Or les besoins sociaux sont à l'opposé.**

Épiceries sociales, sécurité sociale de l'alimentation, coopératives multiservices, « aidants/es », [WWOOFing](#), les initiatives se multiplient. Pourquoi ne pas faire assurance aussi pour la garderie des tout-petits, pour le grand âge, et encore pour baisser la charge foncière en ruralités (Terre de Liens), dans nos communes (la municipalisation des sols prônée par le programme commun jadis !). A l'allocation étudiante pour mener ses études dans des conditions correctes, pourquoi ne pas adjoindre un droit à Erasmus. Le droit à congés menstruels rentre peu à peu dans les « mœurs ». Couvrir ces risques neutraliserait un délitement des individus, de la société et des territoires.

L'actualité nous dit qu'il vaut mieux que le mouvement populaire s'empare de la question plutôt que de souhaiter que cela vienne d'un parlement.

● Patrick Vassallo

UNE ENTREPRISE D'ÉRADICATION

©@college-de-france

Gramsci mettait en évidence, au début du XX^e siècle, la fonction « organique » des intellectuels, aussi bien pour les systèmes de pouvoir que pour les opposants. Mais le néolibéralisme autoritaire, tel qu'il s'est globalisé, a besoin d'abord d'hégémonie intellectuelle : besoin que le « There is no alternative » en termes économiques puisse faire corps avec un « There is no alternative » en termes idéologiques.

Pour cela la pensée critique, la culture du débat, qui caractérisent l'une des traditions fortes du monde universitaire où se forment à la fois les chercheurs et les enseignants, doivent être littéralement éradiquées : supprimées à la racine. C'est peu dire que l'offensive idéologique est concertée, elle est surtout très abondamment financée.



En février 2019, le Collège de France – la plus prestigieuse institution intellectuelle du territoire, dont l'accès est ouvert à tous les publics – signe un contrat de mécénat de deux millions d'euros avec l'entreprise Total Énergie. En 2022, Total Énergies signe un accord-cadre avec Israël pour la garantie de son implantation au Moyen-Orient. En novembre 2025 a lieu l'annulation, dans ce même Collège, d'un colloque international sur la Palestine sur pression directe du ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ... lui-même sous pression de la LICRA. La Ligue Contre le Racisme et l'Antisémitisme attise ainsi la croisade gouvernementale et internationale identifiant l'antisionisme à l'antisémitisme, pour transformer cet anathème en une véritable excommunication.

Dans un temps où le parti du Rassemblement National, fondé par celui qui a qualifié, en 1987, l'extermination des Juifs d'Europe de « détail de l'histoire », rejoint la cause sioniste en pleine fascisation du pouvoir israélien, **il est difficile de ne pas voir les collusions, au niveau national et international, entre les puissances fascistes et le néolibéralisme autoritaire, pour faire taire, à travers les attaques et intimidations contre le monde de la recherche, la cause même des défenseurs des droits.** Car ni la défense des droits ni la recherche de la vérité n'ont jamais fait bon ménage avec l'établissement de comptoirs stratégiques, militaires et économiques qui sont au fondement de l'entreprise coloniale et, plus spécifiquement, de ce comptoir de l'Occident qu'est l'État d'Israël depuis sa création. La tentative de lancement, par l'actuel ministre de la Recherche français, d'un « sondage sur l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur »¹, quatre ans après les attaques de l'une de ses prédécesseuses contre les chercheurs « islamogauchistes », en dit long sur les usages de l'anathème « antisémite » pour qualifier conjointement les spécialistes du Proche-Orient et les défenseurs des droits, dans une même offensive islamophobe et néocoloniale. **Seul un front commun des chercheurs, des enseignants et de l'ensemble des forces sociales est susceptible de s'opposer à cette collusion des pouvoirs financiers et des directions politiques sur ce nouveau négationnisme que constitue le déni du génocide en cours à Gaza et dans les territoires palestiniens.**

● CHRISTIANE VOLLAIRE

¹. Voir notamment, sur ce point, les Tribunes

- de la CAALAP (Coordination Antifasciste pour l’Affirmation des Libertés Académiques et Pédagogiques) : <https://blogs.mediapart.fr/caalap/blog/241125/instrumentalisation-ministerielle-de-la-lutte-contre-l-antisemitisme-l-universite>

- de la Ligue des Droits de l’Homme : <https://www.ldh-france.org/le-projet-denquete-nationale-sur-lantisemitisme-dans-lenseignement-superieur-et-la-recherche-doit-etre-revu/>

COP 30 : face à l'immobilisme des Etats, l'action des peuples.



©@un.org

Dix ans après l'Accord de Paris, l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5 °C est désormais inatteignable. Les engagements des pays réunies à Belém sont largement insuffisants. Ils conduisent à une hausse des températures mondiales comprise entre +2,3 °C et +2,5 °C d'ici la fin du siècle. La catastrophe annoncée.

Les peuples n'ont pas d'autres choix que de se battre pour une autre manière de produire et de consommer et taxer le capital pour financer la bifurcation écologique.

Mais la « grande messe climatique » n'a proposé que les fausses solutions du « capitalisme vert », ou du « greenwashing d'État » derrière lesquelles se cachent financiarisation du vivant, extractivisme et néocolonialisme comme la proposition de prêts privés, générateurs de dette, aux pays victimes du changement climatique !

C'est dans le « sommet des peuples » réunissant pour la première fois plus de 1000 organisations sociales et écologistes que persiste l'espoir. Contrairement aux COP précédentes, 50 000 manifestants ont pu se faire entendre, regrettant toutefois de ne pas prendre part aux décisions. Ils ont notamment interpellé Lula qui a proposé « une feuille de route » pour sortir des énergies fossiles tout en autorisant l'exploration pétrolière en Amazonie ! *Lula : « gouverner c'est avoir le courage d'acter une Amazonie sans pétrole ».* Ce gouvernement est pourtant l'initiateur d'importantes mesures contre la déforestation.

Comme en écho aux manifestants, la Colombie vient d'annoncer sa décision « d'interdire toute activité pétrolière à grand échelle dans la partie amazonienne du pays » après avoir signé, en 2023, avec 24 pays un « traité de non-prolifération des énergies fossiles ». Grace au solaire l'Australie va fournir 3 heures par jour d'électricité gratuite aux usagers. Autant d'exemples qui montrent que la sortie des énergies fossiles est possible.

● JOSIANE ZARKA

Crise de l'accueil, quelle place pour les soutiens aux exilés ?

A Rennes, depuis l'été 2019, les organisations et individus de la société civile n'ont jamais - sauf quelques mois pendant les confinements - cessé de gérer des lieux de vie informels pour des personnes exilées à la rue : campements, gymnases, occupations, squats... et souvent plusieurs à la fois.

Lors des expulsions, des relogements ont été proposés. Mais pas en 2024 : c'est la société civile qui avait mis à l'abri les occupants la veille du jour où un campement avait été partiellement détruit par la neige. Les exilé.es concerné.es ont passé l'hiver 2024-2025 dans un gymnase où les conditions de vie ne cessaient de se dégrader. Ils-elles en ont été expulsé.es en avril 2025. Et ils-elles sont allé.es rejoindre le campement de Maurepas.

Un petit groupe d'exilé.es cherche à organiser la vie sur place, mais c'est compliqué. Les arrivées constantes rendent la cohésion du groupe difficile à construire malgré des réunions de régulation hebdomadaires coordonnées par l'Inter organisation de soutien aux personnes exilées, animées désormais par le CIAMIR, le collectif de personnes exilées. La population du camp est très hétérogène, et les motivations des gens très différentes. Cette année est aussi créé, avec l'appui d'Utopia 56, le collectif des mineurs isolés de Rennes qui organise ses propres actions.

Les rassemblements et manifestations se multiplient, grâce à une unité plus grande entre les associations de soutien et avec de plus en plus l'investissement d'une partie des personnes concernées.

Dernières actions en date, occupation d'un centre social, qui sera évacué par les forces de l'ordre début décembre en contrepartie de quelques hébergements, campement des mineurs isolés devant le conseil départemental, qui, dans un contexte de restrictions budgétaires, nie la minorité des mineurs isolés pour ne pas les prendre en charge et refuse d'accueillir des femmes enceintes, lui dont c'est une des missions.

Une question se pose aujourd'hui pour l'Inter organisation : abandonner la gestion du terrain, étant parvenus à nos limites et voyant nos appels à soutien institutionnel non pris en considération. ? Que se passera-t-il quand les collectifs ne joueront plus le rôle de substitution à la responsabilité de l'Etat qu'ils remplissent toujours plus et depuis des années ?

Douze alertes ont été envoyées aux institutions, co-signées par de nombreuses associations du département, depuis l'été 2025, annonçant qu'ils ne gèreraient plus l'accueil d'hiver à leur place, assez bien relayées par la presse locale.

Dans une période politique très hostile aux migrants, les institutions ont durci leur politique d'hébergement et de régularisation. Les OQTF sont de plus en plus fréquentes et utilisées depuis quelques mois pour interdire toute régularisation.

La population, malgré de nombreuses associations et de beaux mouvements de solidarité, est encore trop peu mobilisée pour le soutien aux exilés,

C'est dans ce contexte contradictoire que se prépare à Rennes la journée internationale des migrants, le 18 décembre.

● MARIANNE COUDROY

ALTERNATIVE, DE QUOI AVONS-NOUS BESOIN ?

Pourquoi malgré la contestation souvent majoritaire des politiques en cours, les mouvements ouvrier et citoyen ne parviennent-ils pas à les infléchir et à obtenir des victoires structurelles ?

Pourquoi, malgré des victoires partielles, ne peuvent-ils pas empêcher la détérioration de l'existant ?

Telles sont les questions auxquelles les participants ont tenté de répondre au cours des journées de travail des 8 et 9 novembre organisées par *Cerises* à Paris.



©@ceriseslacooperative

Les mouvements féministes n'ouvrent-ils pas une voie dont pourraient s'inspirer toutes les luttes ? Un imaginaire puissant, une exigence d'égalité tout de suite, et non renvoyée à plus tard, et la prise en charge par les femmes elles-mêmes de leur émancipation. Le dossier est illustré de photos, et affiches des luttes féministes.

DÉCONSTRUIRE DES CERTITUDES ?

Pour aider à répondre à ces questions quelques pistes ont été proposées qui amènent à déconstruire des certitudes acquises :

- Le mouvement progressiste ne continue-t-il pas à entretenir l'illusion d'un capitalisme « aménageable » comme il le fut en partie au cours du XX^{ème} siècle dans le cadre du « compromis fordien » ? Si le compromis n'est plus possible, ne faut-il pas affronter directement les logiques du capital ?
- Dans la confrontation avec le capital, ne souffrons-nous pas d'un déficit de projet de société alternatif. Projet, récit, visée, imaginaire, utopie concrète, de quoi avons-nous besoin ?
- Ne confond-on pas Etat – nation - peuple ? Le mouvement progressiste ne s'est-il pas coulé dans le moule de l'Etat ? ne persiste-t-il pas à se tourner vers lui pour obtenir satisfaction et attendre les solutions politiques au détriment de l'auto-organisation du mouvement populaire ?

Enfin, les débats ont pu s'appuyer notamment sur les travaux de *Cerises* n° 68 qui analysaient les profondes mutations du capitalisme en cours, caractérisées sommairement par l'exacerbation de rivalités entre états-nations pour la domination du monde et l'accès aux ressources stratégiques, le pillage des fonds publics, la destruction de l'État social, les dérives autoritaires, la relance du néocolonialisme et des guerres impérialistes.

Pierre Zarka : Le syndicalisme et la gauche devraient s'interroger si désormais l'absence de compromis possible n'induit pas que la lutte pour les revendications et la mise en cause du capitalisme vont de pair.

Olivier Frachon pense qu'il manque à la gauche de transformation la proposition d'un avenir désirable, la pensée d'un monde où les rapports humains soient fondés sur autre chose

que la concurrence, la compétition et les rapports de force.

Aurélien Bourdon¹ appelle à *sortir du « récit de la défaite »*. Il s'interroge si poser la question : « pourquoi on ne gagne pas », ce n'est pas faire en partie l'impasse sur les victoires obtenues ?

Innovation réelle ou sirènes de l'utopie ? **Alexandra Pichardie** scrute ce que la littérature nous dit du récit et ce que porte la GEN Z.

Josiane Zarka s'interroge si les mouvements syndical et progressiste ne devraient pas se battre aussi sur le terrain de leur conception de la société pour être davantage à armes égales avec le capital ?

Pierre Dardot pense que si Miléi a gagné en Argentine, c'est surtout parce que le « bloc traditionnel péroniste » n'a pas proposé de récit alternatif. Un nouveau récit « des forces de la terre » émerge, rassemblant les mobilisations féministes, celles de l'économie populaire et des mouvements contre l'extractivisme.

Pour Makan Rafadjou l'Etat et ses logiques imprègnent toute la société et nous rendent « Etat-dépendants » freinant les transformations nécessaires. Les mouvements de résistance, porteurs d'espoir, ne suffisent pas. Il manque une visée rendue lisible par un récit mettant en mot les multiples cohérences d'un projet.

Alain Lacombe pense qu'une des solutions envisagées par le capital pour répondre à sa crise systémique est la guerre. Ainsi les luttes pour la paix dans le monde et l'alternative au capitalisme sont indissociables.

● La rédaction

¹. Secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires

NE PAS RETARDER D'UNE GUERRE

Le mouvement ouvrier s'est construit en considérant que l'état ne serait-ce que pour rendre le capitalisme acceptable, intégrait de grandes revendications. Il était le reflet du rapport des forces. Mais à cette époque le capital avait besoin de main d'œuvre qualifiée (formation), capable de produire (santé) et de consommation de masse. Aujourd'hui confronté à l'irruption des connaissances dans les forces productives, il doit renouveler trop fréquemment ses investissements en matériels, la main d'œuvre plus qualifiée est à la fois plus coûteuse et plus exigeante en matière de démocratie. Ses principales sources de profits viennent alors de la spéculation, du pillage des fonds publics, de la surexploitation des peuples moins défendus...

Le capitalisme n'est plus aménageable : il n'a plus les marges qui lui permettaient de faire avec. Or les mouvements continuent de se tourner vers l'état et surtout pour dire Non sans propositions alternatives.

Le syndicalisme et la gauche font toujours comme si le capital était animé de la recherche de rendement du travail et que l'état arbitrait l'équilibre entre social et capital.

Le syndicalisme n'interroge pas si l'absence de compromis possible n'induit pas que les revendications impliquent désormais la mise en cause du fonctionnement du capitalisme. La gauche réclame une politique de justice sociale sans impliquer le dépassement des logiques capitalistes et les prémisses d'une autre société. **On est de fait, dans des stratégies de contournement.**

Affronter le système implique de chercher ses failles.

Et pour la majorité des mouvements fondés sur une aspiration à caractère autogestionnaire le « Faire par soi-même » renvoi souvent à *Small is beautiful* et au contournement du système. La recherche d'être au niveau supposé des gens conduit à une inefficacité qui se heurte vite à des dimensions qui dépassent le cadre local comme défendre l'hôpital du coin.

On met trop sur le compte d'une apathie supposée des gens alors que souvent, ils ne veulent pas se retrouver dans la énième répétition d'actes qui ne cessent d'échouer.

Affronter le système implique de chercher ses failles. Les premières sont dans l'état d'esprit de millions de femmes et d'hommes. Or elles sont grandement sous-estimées. **Pourtant, l'idée que ce sont toujours les mêmes qui en profitent et les mêmes qui paient est devenue majoritaire. 80% des gens soutiennent des propositions qui prônent de faire payer les fortunes. Serait-ce le retour de la lutte des classes ?**

La défiance profonde envers les institutions conduit parfois à la quête du bon chef subversif mais plus amplement à être méfiant devant tout ce à quoi on n'a pas soi-même participé.

Au 16 septembre des syndicats ont dit que c'était à la rue d'écrire le budget. Bravo. Mais qu'ont-ils pris comme initiative pour que ça se produise ?

Or déjà de nombreux/ses personnes savent qu'avec l'argent de nos impôts 211 Milliards partent en aide aux grosses entreprises ; les maires ruraux de France mettent en avant 174 milliards de dividendes versés aux actionnaires sans que ces derniers aient à cotiser à quoi que ce soit ; les super riches sont de plus en plus montrés du doigt. Se saisir de cela pour en faire des objets de luttes



© @certiseslacooperative

des mobilisations annoncerait déjà une démarche autogestionnaire. Qui tente d'inaugurer cela ? N'avons-nous pas à réfléchir comment nous immergeons de tels axes dans le moindre mouvement ?

Cela suppose d'avoir dans le collimateur une visée d'une autre conception de la société. Un idéal. Mais jusqu'alors les « grands récits » ont tous failli. Et il fallait adhérer à un récit pensé par d'autres. Ce temps est fini. Pour que visée transformatrice il y ait, cela suppose que Madame et Monsieur tout le monde puisse y participer. De proposer des axes d'actions à partir d'objectifs qui visent où prendre l'argent et comment chacun/e peut contribuer à être force de décision, est le moyen de cette co-construction par le faire.

● Pierre Zarka

IMAGINER UN AUTRE MONDE ?

Deux évènements qui ont fait la une des médias ces dernières semaines conduisent ma réflexion dans cette question sur la problématique traitée dans ce numéro.

En premier lieu le salaire attribué à Elon Musk pour les 5 prochaines années, 1000 milliards à la condition qu'il atteigne les objectifs fixés par l'AG des actionnaires : quintupler la valeur de Tesla, vendre 20 millions de véhicules, mettre sur le marché 1 million de robots-taxis, 1 million de robots humanoïdes, et 10 millions de logiciels de conduite sans chauffeurs... **Ce qui décrit le monde de demain qu'imaginent les tenants du capital et qui raconte ainsi une histoire.** Une histoire qui constitue un marqueur de la bataille des idées : une somme qui s'élève au tiers du PIB de la France à mettre en regard des débats autour du budget, un monde où les robots remplacent l'humain...

N'y a-t-il pas dans cet affichage, d'une part la concrétisation de nos défaites idéologiques et d'autre part la volonté d'afficher un imaginaire ? Afficher le salaire de Musk c'est légitimer les inégalités salariales qui caractérisent le capitalisme actuel, c'est confirmer la place centrale de l'argent dans les rapports humains et sociaux.

Le second évènement c'est l'élection de Zoran Mamdani à la mairie de New York, une élection d'un candidat se déclarant socialiste dans la ville de Donald Trump. Et une victoire attribuée d'une part à la mobilisation de ses partisans et à des mesures concrètes visant l'amélioration immédiate de la population (transports et crèches gratuits, encadrement des loyers...).

Je pense qu'il manque à la gauche de transformation la proposition d'un avenir désirable, la pensée d'un monde où les rapports humains, qu'ils soient locaux ou internationaux, soient fondés sur autre chose que la concurrence, la compétition et les rapports de force. Un monde qui ne traite pas le vivant et la planète comme des ressources et des marchandises. **Il est indispensable et urgent de reconstruire une pensée d'un avenir désirable, qu'on l'appelle un récit, un imaginaire ou une utopie.**

Une pensée qui permette d'imaginer des alternatives concrètes, à partir des victoires passées, à l'exemple de la socialisation qui a permis d'imaginer et de construire la sécurité sociale, et qui fournisse aussi des armes pour combattre l'idéologie du capital et de l'extrême droite, qu'elle soit « néolibérale », libertarienne ou techno-fasciste. Une pensée qui fasse exister et concrétise un cadre et des principes ; qu'ils soient aujourd'hui ignorés ou tombés en désuétude, ou qu'ils soient à définir et à inventer. Un cadre et des principes qui nous permettent de mener la bataille des idées.

Nous disposons d'atouts pour imaginer et concrétiser cette pensée, les déjà là construits par le passé, les projets et luttes actuels, l'extension de la gratuité aux besoins essentiels de la population, l'extension des principes de la sécurité sociale à l'alimentation, au logement, tous les travaux et luttes conduits sur les communs et leur accès préservés et garantis à tous. La place de la démocratie, celle de l'autogestion et de l'autodétermination dans cette imaginaire est à la fois importante et fondamentale ; importante car elle constitue un lien entre le réel, les luttes actuelles et l'utopie, fondamentale au regard des leçons du passé. Mais le récit n'est-il pas lui aussi indispensable car permettant de renforcer le sens des luttes et actions comme étapes d'un chemin ?

Ce qui me conduit au deuxième évènement, la victoire de Zoran Mamdani, fondée sur des exigences concrètes, dans l'entreprise on aurait dit des revendications. Mais celles-ci peuvent-elles exister sans la pensée qu'un autre monde est possible ?

● Olivier Frachon



GRÈVES : SORTIR DU RÉCIT DE LA DÉFAITE

La simple problématique de ce numéro constitue en lui-même un début de réponse : se demander pourquoi on ne gagne plus c'est faire en partie l'impasse sur les victoires obtenues. Localement de nombreux mouvements obtiennent gain de cause : embauches, primes, augmentations de salaires, amélioration des conditions de travail...

Nous avons sans doute une responsabilité à les faire mieux connaître car si elles n'ont pas l'ampleur d'une victoire interprofessionnelle elles confirment que la force du nombre et de la mobilisation permet de gagner et ce sont souvent des mouvements offensifs dont la victoire est bien de nouveaux acquis et pas d'empêcher la détérioration de l'existant. Au-delà, faire remonter à 2006 voire 1995 le dernier recul d'un gouvernement sur un projet n'est-ce pas là aussi faire l'impasse sur des victoires plus récentes ? On peut penser à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes bien sûr. Ou à l'abandon du système de retraite à points, souvent mis au crédit de la pandémie de la Covid. Mais lorsque intervient le premier confinement, le mouvement est toujours en cours. Et c'est bien parce que le 5 décembre 2019 débute un puissant mouvement

reconductible avec 80% de conducteurs/trices grévistes à la SNCF et à la RATP, plus de la moitié des enseignants/es... qui durera plus de 6 semaines sans trêve des confiseurs que le gouvernement recule. En cette rentrée, le mouvement éclair du 10 septembre poursuivi les 18 septembre et 2 octobre a eu raison des deux jours de travail gratuit que le gouvernement voulait nous imposer et sans doute de l'année blanche sur les prestations sociales et les pensions de retraite.

Nos mobilisations paient donc ! Mais il est indéniable que nous faisons face à des difficultés importantes. L'organisation du monde du travail n'est plus la même, les grandes concentrations ouvrières sont en net recul ou en mutation, les entreprises publiques à statut ont été privatisées et sont en voie de démantèlement, les intérimaires sont légions dans les usines de l'industrie et les entrepôts de logistiques, 5 millions de salariés/es sont isolés/es dans des entreprises de moins de 11 salariés/es ou au domicile d'un particulier tandis que le télétravail participe de l'explosion des collectifs et que la fusion des différentes instances de représentation et notamment des délégués/es du personnel a accentué l'éloignement.

S'il n'y a aucune fatalité et si de nombreux exemples montrent qu'il est possible de s'implanter syndicalement partout : Amazon, Onet, livreurs/ses à vélo... il y a urgence à relever le défi d'inverser la courbe du taux de syndicalisation. Pas pour " la boutique " mais parce qu'on sait que pour qu'il y ait des grèves il faut qu'il y ait des syndicats et des syndiqués/es. **Mais au-delà de nos propres reculs, nous faisons face à des gouvernements de plus en plus radicalisés.** En 2016 le gouvernement " socialiste " fait usage de la force à grande échelle contre les manifestants/es, occasionnant plusieurs blessés/es grave et tente même d'interdire une manifestation intersyndicale !

En 2023, le gouvernement Borne va s'obstiner malgré la force des grèves et des manifestations accélérant la crise politique en cours.

Pour préserver les acquis d'une petite minorité de privilégiés/es qui vivent de l'exploitation du plus grand nombre, l'extrême droite devient une option acceptable. Le patronat a accepté l'idée. Une petite partie milite même activement pour cette option en mettant une partie de sa fortune à disposition de cette sinistre cause. **Face à la montée des fascismes et des discours militaristes partout en Europe il y a un chemin pour faire triompher le progrès social, mais il est étroit et périlleux.**

● Aurélien Boudon

Secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires

Les victoires c'est aussi ce qui constituent des majorités d'idées

Les salarié.es de Duralex n'en reviennent pas. En redressement judiciaire en avril 2024, ils/elles reprennent leur entreprise en Scop et organisent récemment une levée de fond. Cinq millions d'euros récoltés en à peine 6h via une plateforme de financement participatif, et 19 millions de promesses de dons. Les cinq millions viennent d'être confirmés tout récemment.

Est donc plébiscité le fait qu'il s'agisse d'une production industrielle implantée en France et d'une entreprise gérée par les salarié-es eux-mêmes. N'y a-t-il pas là un potentiel inexploité pour les forces de transformation sociale anticapitalistes ? N'y a-t-il pas mieux à faire que de fixer comme objectif que l'État encadre les patrons ?

MAIS
NOUS NE
CONTRE
LUTTONS
CEUX QUI
PAS ENTRE
NOUS
SÉPARENT

INNOVATION RÉELLE OU SIRÈNES DE L'UTOPIE ?

Je ne sais réfléchir qu'en terme de littérature. Alors, évidemment, cette notion de « récit » me parle. Soyons clairs, je n'ai d'autre légitimité à parler « des jeunes » que mon âge. Mais de ma position de prof - et sans m'improviser sociologue de comptoir ! - **ce que j'ai l'impression d'observer, c'est une rupture véritable.**

Ma boulangère est en colère. Les « jeunes » se succèdent, et aucun ne reste. « Ils sont paresseux, dit-elle. Ils ne supportent plus les contraintes. » A côté d'elle, sa cousine, retraitée, hoche la tête. Heureusement qu'elle est là ! Elle vient aider, gratuitement, par plaisir de dépanner, et elle se lève à six heures du matin, gratuitement, parce qu'elle, elle est consciencieuse. Benaise, comme on dit chez nous, d'être utile à sa cousine, sans même se rendre compte qu'elle est surtout utilisée. Rien de bien nouveau sous le soleil.

Et si les « jeunes » n'étaient pas plus paresseux que les autres ? Et s'ils refusaient seulement les conditions inacceptables – salaire et horaires, manque de reconnaissance, exploitation ? **Et si la fameuse GEN Z s'affranchissait simplement de cette servitude volontaire que les récits précédents nous ont présentée comme un idéal.** Exit la stabilité de l'emploi et la flexibilité dictée, exit la propriété qui enchaîne aux banquiers, exit la famille – quel intérêt d'avoir des enfants dans un monde en ruine ? Et si le mot d'ordre de la GEN Z était la liberté ?

On n'observe jamais assez les modes littéraires. Elles nous en apprennent beaucoup sur nous-mêmes. **Aux utopies, mondes rêvés, ont succédé**

Et si le mot d'ordre de la GEN Z était la liberté ?

les dystopies, mondes en lambeaux. Depuis quelques années, on observe une profusion de réécritures, surtout autour de la mythologie. L'idée était pourtant louable : la mythologie fait partie, avec la Bible et le Coran, de ce que les programmes nationaux de Français nomment « récits fondateurs ». Or son message est globalement clair : l'idéal de sagesse des anciens, c'était le « Μηδὲν ἄγαν » (« rien de trop »), la modération qui s'oppose à l'hubris, l'orgueil inacceptable. Un concept conservateur, qui invite à ne jamais tenter de s'élever au-dessus de sa condition, et à ne même jamais l'envisager. **Or, le changement radical, souvent perçu comme un excès, peut être nécessaire pour briser des systèmes injustes.** Dès le cycle 3, sous couvert de raconter des histoires, on conditionne les enfants à rester à leur place. Une forme de conditionnement à la Huxley. Sans tazer (c'est pour les manif). Bref, ces réécritures ont souvent pris un biais féministe : donner la parole aux femmes de la mythologie. Intéressant. Mais rien de nouveau dans le récit lui-même. Les schémas de domination ne sont pas réellement remis en question. On y égratigne juste un peu le patriarcat.

Et enfin, depuis quelques temps, un nouveau type de littérature, dit post-moderne, apparaît. Une littérature qui met mal-à-l'aise et casse tous les codes, qui explore des thématiques inhabituelles avec des procédés nouveaux, remet en question tout ce que nous croyions savoir (Cf le délicieux sur La Végétarienne, d'Han Kang). Enfin, un nouveau type de récit !

Peut-être la GEN Z nous met-elle mal-à-l'aise car elle crée aussi d'autres schémas. Impossible de savoir sur quoi ça va déboucher. Leur défiance pour les pouvoirs et contre-pouvoirs traditionnels n'interdit pas la défense de valeurs : ils s'organisent, votent sur Discord et font tomber les pouvoirs corrompus, et nous ne les avons pas vus venir. Les symboles



qu'ils se choisissent (One Piece), leurs « trends » (saviez-vous que les jeunes allemands ont lancé un mouvement dont le but est de se réunir dans les parcs pour manger des yahourts à la fourchette ?) nous déroutent. On a l'impression que certains s'amuse de tout alors que le monde brûle.

Et si le récit n'était plus un préalable à l'action, mais s'écrivait au fur et à mesure ? Et si la véritable force de la GEN Z était de cesser de suivre nos récits et de mettre leur imagination au service de leurs valeurs ? Innovation réelle ou sirènes de l'utopie... Il me tarde de lire les chapitres qui s'ajouteront aux nôtres.

● **Alexandra Pichardie**

LA STRATÉGIE ALTERNATIVE NE PEUT QUE DÉCOULER D'UN RÉCIT ALTERNATIF

Ce que signifie l'absence de récit alternatif : un exemple l'Argentine

En Argentine, Milei, sorte de néofasciste de notre temps, cherche à détruire l'État social au moyen de l'arme des décrets présidentiels, tout en utilisant toute la force concentrée de l'État pour la répression (manifestations de retraités qui ont été matraqués...) et pour faire passer des réformes, pour imposer la politique du capital humain, la transformation des relations sociales, la précarisation, l'augmentation du chômage. Beaucoup de choses ont été faites en l'espace d'un an et demi. La réaction des partis d'opposition a quelque chose de particulier qui n'est pas sans ressembler à ce que pouvait offrir comme visage le gaullisme à une certaine époque. Le péronisme version Kirchner est un désastre et on l'a vu en particulier aux dernières élections. Triomphe de Milei alors que tout le monde prédisait un échec, car les indicateurs étaient négatifs, crise financière, scandales financiers, scandales de corruption... et on pensait que ça allait se traduire au niveau des élections. Mais ce ne fut pas le cas : Milei à 41 %, la gauche espèce de magma péroniste arrive péniblement à 32 %, et c'est très révélateur du point de vue de la situation, et pas seulement en Argentine mais aussi à l'échelle internationale. Le bloc péroniste ce sont des gens qui disaient pendant toute la campagne : « il faut freiner Milei ». Les leaders syndicaux eux-mêmes appartiennent pour la plupart à la bureaucratie péroniste, c'est lourd et pesant, il faut comprendre ce que cela signifie en termes d'inhibition des forces sociales.

Des forces existent qui sont à la fois écologistes et abordent de front la question sociale, refusent absolument de séparer les deux. Au discours de Milei, d'appel aux « forces du ciel », ils



©@formesdesluttes - DelicateRealite.

et elles ont opposé les « forces de la terre ». C'est une façon de construire un récit alternatif. Tant que le récit de Milei n'est pas battu en brèche, les gens se diront : « pourquoi tenter l'aventure ? » Trump fait pression, menace de supprimer les aides financières promises à l'Argentine si Milei n'est pas élu. Or il y a un potentiel énorme en Argentine en termes de mouvements sociaux avec une tradition très forte, y compris une tradition anarcho-syndicaliste qui remonte au début du 20e siècle, potentiel qui n'est pas mobilisé parce qu'il n'y a pas de récit alternatif. Cela ne veut pas dire qu'il faut être « antipéroniste », mais qu'il faut être capable de construire une force d'opposition capable de mobiliser un imaginaire collectif alternatif. Les « forces de la terre » c'est l'alliance de l'écologie et du social, ça signifie aussi pour les Argentins opposés à Milei que l'on accorde une place singulière aux peuples autochtones, notamment au peuple Mapuche.

Il ne faut surtout pas considérer que c'est exotique parce qu'il s'agit de l'Argentine.

Des éléments de construction d'un imaginaire alternatif

Ce qu'on appelle en Argentine l'« économie populaire » s'est imposée en 2001 à partir de la crise (effondrement de l'économie argentine). Quand la bulle a explosé, des entreprises ont été récupérées par les travailleurs. Cela dure depuis 24 ans, ce n'est pas du tout épuisé, il y a des formes qui se renouvellent et cela se connecte dans les quartiers avec les cantines populaires qui sont mises en place par les femmes de ces quartiers, tout cela donne du sens à l'action politique collective. Milei ne s'y trompe pas parce qu'il attaque l'économie populaire systématiquement en disant que c'est une machine de guerre contre l'économie argentine. Cela fait partie

des éléments d'alternative. Les gens qui ont rédigé l'appel des forces de la terre contre les forces du ciel (dont la sociologue Maristella Svampa) sont liés directement aux mobilisations féministes, aux mobilisations de l'économie populaire, aux mouvements contre l'extractivisme, tout cela est repris dans le récit des forces de la terre.

Tous les aspects de la situation internationale sont complètement imbriqués.

A certains égards Trump a une claire compréhension du fait que tout est complètement imbriqué. Sur la question des terres rares il y avait une sorte de bras de fer : Trump menaçait de mettre des droits de douane, mais la Chine détient l'essentiel des terres rares, le capitalisme nord-américain ne peut pas se passer des composants en matière de terre rare qui entrent dans les produits. Et Trump a dû faire profil bas en reportant « les négociations » à plus tard alors qu'il avait prétendu imposer à la Chine une augmentation de 200% de tarifs douaniers. Nous ne sommes plus à l'époque de la guerre froide. Il y a une fragmentation du monde en bloc rivaux qui se constituent autour de zones d'influence.

Du point de vue de l'imaginaire alternatif est-on capable d'aller au-delà du cadre de l'État-Nation ? Avant si on voulait aller au-delà de l'État-Nation il fallait partir de l'État-Nation et imaginer une fédération d'États-Nations. On doit se poser le problème en d'autres termes que ceux du fédéralisme étatique, en termes de croisement d'échelles (selon une logique transnationale) plutôt qu'en termes d'emboîtement d'échelons (selon le modèle des « poupées russes »).

● **Pierre Dardot**

UNE PAGE À TOURNER

Une majorité de gens sont contre la réforme des retraites et pour « taxer les riches », mais nous ne gagnons pas. Pourquoi ?

Les partis de gauche mais aussi le syndicalisme ne porteraient-ils pas une part de responsabilité ? Le mouvement syndical, ne voulant plus, à juste titre, être la « courroie de transmission » des partis, a « jeté le bébé avec l'eau du bain » et s'est éloigné du terrain politique. Alors qu'il a été, au nom de « la double tâche » un puissant vecteur de politisation du monde du travail au cours du 20^{ème} siècle (CFDT comprise). Le syndicalisme ne contribue-t-il pas aujourd'hui, sans le vouloir, à freiner l'émergence d'une conscience de classe et d'un rapport de force en faveur au salariat ?

Alors que le mouvement ouvrier se bat sur le terrain revendicatif, pour plus de justice sociale et fiscale, le capital ferraille sur le terrain politique et idéologique : « Le social contre l'avenir du pays et les entrepreneurs » (coût du social, les parasites, la dette). Il argumente sur sa conception de la société alors que les salariés sont au guichet des réclamations. La déclaration de Bayrou est significative : « Les boomeurs égoïstes ne pensent qu'au

Avec la redécouverte majoritaire de l'antagonisme de classe, les citoyens commencent à viser le capital.

montant de leur retraite, alors que l'avenir des jeunes et de la société exigent moins de dépenses ». Alors que les gens veulent majoritairement « taxer les riches », beaucoup sont, en l'absence de tout propos alternatif, sous la pression du narratif dominant et pensent que notre modèle social n'est plus viable. Ce déséquilibre tend à les mettre en état de « schizophrénie » politique et à les démobiliser.

Le mouvement progressiste dans son ensemble ne devrait-il pas se battre aussi sur le terrain de sa conception de la société pour être davantage à armes égales avec le capital ?

Les luttes et revendications devraient mettre directement en cause le capital. A quand des actions de masse sur le thème : « *Les 270 milliards pris sur nos impôts doivent financer les besoins du pays pas du ceux du CAC 40* » ?

Les revendications de justice sociale et fiscale devraient être reconnectées au projet pour « refaire société » : **C'est le travail qui produit la richesse, pas les actionnaires.** Cette richesse doit permettre à tous de trouver leur place dans la société, sinon à quoi bon faire société ? (Question sous-jacente du comportement des jeunes qui se mettent en marge). L'argent du travail et des impôts devrait être investi dans les services publics et dans la transition écologique ainsi que dans la réorganisation de l'économie en fonction des besoins réels.

Ne prenons pas de retard ! Le « rapport de force » recommence à bouger. Avec la redécouverte majoritaire de l'an-



© @ceriseslacooperative

tagonisme de classe, les citoyens commencent à viser le capital et ses soutiens et à s'interroger sur des solutions potentiellement transformatrices ;

Les Syndicats et l'ensemble des forces de Gauche sont loin d'avoir exploré tous leurs possibles et ils sont interpellés.

● **Josiane Zarka**

LA GUERRE COMME SOLUTION ?

A été évoquée la financiarisation capitaliste. Cette financiarisation intervient parce qu'il y a échange, circulation renouvelée, d'argent contre marchandises, produisant une plus-value capitaliste. Marx précise : « que la marchandise soit mise de côté et l'argent ne devient pas capital. » Sans sa production industrielle, l'activité bancaire de Peugeot n'existerait pas.

La plus-value capitaliste ne produit pas de valeur d'usage, seul le travail augmente la valeur réelle de la marchandise (valeur ajoutée).

Mais le capitalisme financiarisé est aussi mondialisé. Et si la France s'est désindustrialisée sous l'effet notamment des délocalisations, les biens manufacturés fabriqués ailleurs y circulent massivement ; le mercantilisme nourrit la circulation financière.

L'objet de la politique de l'offre, c'est bien de décider de produire des biens et des services pour alimenter cette circulation de l'argent et produire de la plus-value capitaliste ; par le commerce et la captation de la partie de la valeur ajoutée qui ne rémunère pas le travail ou la redistribution. Cette captation résulte du versement de dividendes aux actionnaires et de la valorisation de l'entreprise notamment de sa valeur boursière.

Ce faisant l'objet de la production n'est plus de répondre aux besoins de la population, de la société mais de produire du capital.

Je me souviens de l'interview d'une étudiante de HEC ravie « d'apprendre à vendre aux gens des choses dont ils n'ont pas besoin. »

Cette circulation Argent/marchandises s'organise à l'échelle mondiale, traversant les différents impérialismes qui sont à la fois concurrents et inter dépendants.

C'est pour cela que le boycott de la Russie est bien difficile à mettre en œuvre (Trump vient d'autoriser la Hongrie à acheter du gaz Russe). Qu'advierait-il si l'Europe décidait de boycotter la Chine ? Probablement qu'il faudrait fermer l'essentiel de nos centres commerciaux et même des usines etc. quant à l'innovation...

Cette contradiction entre une concurrence qui se veut impitoyable et une intégration économique mondiale fait que nous vivons dans un monde de plus en plus dangereux.

D'autant plus qu'au stade où il en est, le capitalisme connaît une crise systémique dont on ne voit pas l'issue.

Déclarer que le capitalisme est en crise ne veut pas dire qu'il va tomber tout seul car il trouve des réponses de plus en plus dures qui aggravent encore son incapacité à résoudre les grands problèmes sociaux et environnementaux auxquels nous sommes confrontés.

Des réponses qui sont autant de fuites en avant vers plus d'inégalités, plus d'autoritarisme.

Une des réponses est le recours à ce que Pierre Zarka appelait du Capitalisme d'état : avec notamment les 270 milliards d'aide de l'état qui leur ont permis de compenser la baisse tendancielle du taux de profit et même de multiplier leur fortune. Avec à l'autre bout 600 000 personnes de plus vivant sous le seuil de pauvreté en 2024.

Autre réponse : le keynésianisme de guerre. La tension internationale notamment avec la guerre en Ukraine sert d'argument pour développer l'industrie de l'armement et ainsi tenter de relancer l'économie.



©@ceriseslacooperative

Les cours officiels d'économie politique enseignent qu'une des solutions à une crise systémique du capitalisme est la guerre.

C'est sans doute ce qui, selon Le Monde, a amené Trump à imposer à l'Ukraine la création d'un fonds d'investissement et de reconstruction qui devra veiller aux projets d'exploitation des minerais etc.

Les luttes pour la paix dans le monde et l'alternative au capitalisme sont indissociables.

● Alain Lacombe



©@ceriseslacooperative

DE QUELQUES OBSTACLES MAJEURS À UNE ALTERNATIVE

Soit l'alternative comme une tout autre façon de faire société, civilisation et monde, avec d'autres rapports entre les humains et avec le vivant, pour sortir enfin de notre préhistoire faite de violences et dominations. Cette bifurcation vers une vie apaisée de haute qualité, porteuse d'émancipation et de vertus écologiques par une maîtrise en commun des destins individuels et des destinées collectives affronte au moins deux obstacles majeurs : le capitalisme et l'État !

Il faut au moins souligner un parallèle fondamental entre eux. Le capitalisme a assis l'économie comme le principal déterminant socio-politique et s'est imposé comme seule véritable économie. L'État, quant à lui, est assis sur l'assimilation collective de l'incarnation de la souveraineté délégataire par une autorité en surplomb seul véritable maître de l'organisation de la société. D'où le perversissement de la démocratie elle-même par la confusion entre l'État de droit et l'état du droit.

Avec l'État en l'état aucune alternative radicale n'est possible !

A l'instar du capitalisme, la force de l'État c'est d'arriver à notre servitude volontaire et à la colonisation de nos imaginaires par sa capacité à apparaître naturellement aussi indispensable qu'irremplaçable ! Oui, le capitalisme est loin d'être parfait, mais sans, ça relève du rêve ! Oui, avec l'État tout ne fonctionne pas bien, mais sans, ce sera le cauchemar du chaos !

L'État ce n'est pas que les institutions centrales et les compétences régaliennes, c'est l'ensemble de la machinerie institutionnelle à toutes les échelles et dans tous les domaines. **C'est surtout des logiques formelles, structurales et fonctionnelles qu'il diffuse et qui imprègnent toute la société, nous rendant État-dépendants pour le moindre de nos besoins**

et aspirations, exigences et luttes.

Ces logiques infusent en permanence, formatant non seulement les agents des appareils d'État, mais aussi tout le corps politique des partis entièrement captés par la conquête du pouvoir. Or, l'expérience montre que si le pouvoir d'État est loin d'être anecdotique pour appliquer une politique, les logiques intrinsèques de ce dernier cadennassent de fait le champ des transformations possibles. Avec l'État en l'état aucune alternative radicale n'est possible !

L'autre obstacle à une alternative semble être l'absence d'un récit mobilisateur porteur d'une espérance collective. Le récit de la fin des grands récits a émergé en même temps que le néolibéralisme. Pourtant, certains récits religieux et politiques continuent de fonctionner à plein. Dangereux et aliénants, ils mobilisent sur la croyance confortable aux promesses transcendantales illusoire ou de volontés de puissance ou d'exclusion identitaire mettant chacun-e à sa place ! Or, l'échec historique du précédent récit de libération prétendant assurer une place à chacun-e condamne toute adhésion à un dogme.

Avec l'effondrement du « socialisme autoritaire », les mutations géopolitiques de la globalisation néolibérale, et l'irruption des urgences climatiques, l'absence d'aggiornamento idéologique des partis traditionnels dans leur diversité génère partout une crise politique systémique. La myriade des résistances, altermondialisme, printemps des peuples, mouvement des places, indignés, 99%, nuits debout, Gilets jaunes, Femmes, vie, liberté, ZADs, Soulèvements de la terre... demeurent des marqueurs forts et d'espérances vivaces comme en témoigne encore la Gen Z ! Mais la somme de toutes ces énergies fertiles, et de bien d'autres micro-expériences, ne constitue pas des alternatives globales !

L'émancipatrice appelle une visée radicale rendue lisible par un récit mettant en mot les multiples cohérences d'un projet à co-élaborer et co-réaliser par un processus de transformation. **Pour que chacun-e puisse assurer et assumer sa place en toute autonomie, il est impératif que les transform/**



© @formesdesluttes - FDL-femigt-encoller

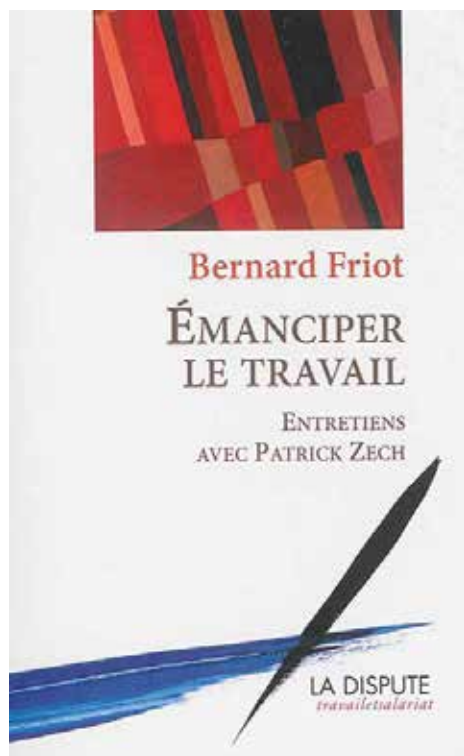
acteurs soient pleinement impliqués dans la fabrique même du récit de cette expérimentation en acte. Cela demande des manières de penser et de façons de faire qui restent à inventer à toutes les échelles.

● Makan Rafatdjou

QUELLE ACTUALISATION DES CONQUIS DE 1946 ?

Comment continuer de libérer les fonctions collectives de l'emprise de l'appareil d'État et les salaires de la logique d'entreprise, comment continuer de faire du salaire un droit politique et de remplacer l'avance d'un crédit par l'avance des salaires, bref comment poursuivre les conquis de 1946 présentés dans un précédent article¹ ?

1. *Cerises* n°73



Commençons par la libération des fonctions collectives de l'emprise de l'appareil d'État. La nécessaire prise du pouvoir d'État ne relève pas d'abord d'une victoire électorale. C'est le travail, la décision sur son objet et ses modalités, qui est au cœur de la lutte de classes. Et en 1946 les commissions techniques paritaires du statut de la fonction publique, l'élection des administrateurs salariés du régime général avaient pour objet de donner aux travailleurs du pouvoir de décision sur le travail dans les fonctions collectives. L'actualisation de ces conquis suppose de centrer la lutte pour le pouvoir d'État sur la **prise de pouvoir sur le travail dans l'État**, fonctionnaires et usagers unis **contre l'appareil d'État**. Pour, par exemple,

définir les programmes scolaires, maintenir en fonction une école, un tribunal ou une maternité menacés de fermeture, élaborer les règles d'intervention des inspecteurs du travail, décider de l'opportunité de telle route ou de telle voie navigable, etc.

Le second conquis de 1946 est la libération des salaires de la logique d'entreprise par une considérable augmentation de sa socialisation dans des cotisations sociales au taux interprofessionnel unique. Cette socialisation du salaire soutient des droits à retraite, à la santé, à la famille ou au chômage indépendants de la bonne ou mauvaise santé de l'entreprise. Mais le financement de ces salaires largement social-

isés a, dans le privé, continué à relever de chaque entreprise, une contradiction qui a trouvé depuis quarante ans sa résolution capitaliste par le recul massif des cotisations, la hausse du financement par l'impôt¹, la montée en puissance des complémentaires santé et vieillesse, l'aggravation des inégalités conventionnelles et la sous-traitance. De leur côté, secteur public et sécurité sociale, qui ne connaissaient pas cette contradiction, ont subi la dévolution aux établissements des masses salariales assumées jusqu'à directement par le trésor public ou la sécurité sociale et l'interdiction pour les banques centrales de l'avance monétaire aux États. Face à cette contre-révolution, la mise en œuvre du **paiement de la totalité des salaires par une caisse unique** (dont j'aborderai l'alimentation au quatrième point) doit devenir un sujet central de mobilisation.

Le troisième acquis initié en 1946 est le passage de la qualification du poste (conquis des conventions collectives) à la qualification de la personne : outre les

¹. La part relative des cotisations et des impôts dans le financement des organismes de sécurité sociale est passée de 85/10 en 1990 à 55/40 en 2023.

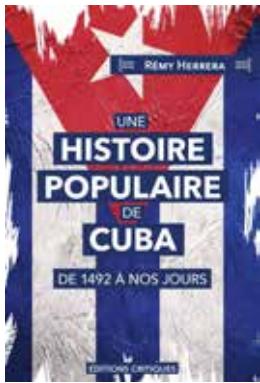
fonctionnaires, les retraités du régime général, les parents, les chômeurs deviennent titulaires d'un salaire dont le support n'est plus le poste de travail. Faire du salaire un droit politique, c'est prendre acte de cette révolution en cours, qui concerne aujourd'hui le tiers des personnes majeures, et la pousser plus loin pour **enrichir la citoyenneté de la souveraineté sur le travail**, soigneusement exclu du débat politique dans la citoyenneté bourgeoise. Est centrale la bataille pour que chaque personne majeure résidant sur le territoire national soit pourvue de **trois droits** quels que soient sa nationalité ou ses diplômes : **le salaire, la propriété d'usage et patrimoniale des outils de travail, la décision sur la coordination de la production** (création monétaire, insertion dans le partage international du travail, répartition territoriale des entreprises et services publics).

Dernier acquis initié en 1946, l'avance des salaires à la place de l'avance en capital (par exemple lors de la mise en sécurité sociale de la production des soins de santé dans les années 1960). A l'heure où s'affiche sans complexe le verrouillage par la dette du débat public, il est fondamental d'en finir avec elle. Pour produire la valeur économique qui

constitue le PIB, il ne faut que du travail, et donc que des travailleurs : **la seule avance monétaire nécessaire à toute production, c'est l'avance des salaires**. Pour que les 50 millions de plus de 18 ans aient un salaire qui soit en moyenne le salaire moyen actuel (que j'arrondis ici à 3000 euros par mois), il faut 1800 milliards, soit l'équivalent du revenu disponible actuel des ménages : une somme parfaitement à notre portée donc. La bataille à mener est la suivante : **sortir de la zone euro pour retrouver une souveraineté monétaire et créer (par décision citoyenne) les 1800 milliards de monnaie** qui vont permettre d'avancer à chaque majeur un salaire comme droit exprimant sa responsabilité dans la création de valeur. Charge à ces majeurs de produire, par un travail décidé par eux, l'équivalent des 1800 milliards dont ils seront dotés, en outils dont ils auront la propriété d'usage et patrimoniale, et en biens et services. Une partie de ces productions étant vouée à l'exportation pour rendre possibles les importations nécessaires. ●

BERNARD
FRIOT





Histoire populaire de Cuba de 1492 à nos jours

C'est une histoire sérieuse riche exigeante : « Comment fit et comment continue de faire le peuple cubain » ... De 1492, de la découverte de l'île par Christophe Colomb à la guerre d'indépendance, à l'intervention États-Unis, à la victoire socialiste jusqu'aux défis économiques du XXI^e siècle, cet ouvrage sérieux et précis retrace l'histoire de Cuba et de son peuple qui à chaque étape de sa libération a su trouver les ressources nécessaires pour briser les oppressions, conquérir sa liberté.

Rémy Herrera fait entendre à ses lecteurs le trajet d'un peuple en lutte qui après la tragédie du colonialisme et de l'esclavage espagnol, après la tenaille de la finance américaine et de nos jours l'embargo économique est parvenu à surmonter des problèmes qui pourraient sembler impossibles à résoudre.

L'histoire du peuple cubain est aussi celle de l'espoir qu'elle a suscité à travers le monde d'une part et du rôle qu'elle joua envers les mouvements de libération nationale en Afrique.

Rémy Herrera utilise nombre de données inédites qui permettent de comprendre l'évolution de la société cubaine et de battre en brèche la désinformation et les idées reçues sur Cuba.

Amis ou ennemis tout le monde sait que l'histoire de Cuba est bien plus que celle de ce petit pays et qu'aujourd'hui encore elle sert de guide à tous ceux qui ne se résignent pas à l'inhumanité du capitalisme et de l'impérialisme.

● Catherine Destom-Bottin

Histoire populaire de Cuba de 1492 à nos jours, Rémy Herrera, Éditions Critiques 2023, 418 p., 28 €



Dossier 137

En plein mouvement des Gilets jaunes, Stéphanie est chargée, à l'IGPN, d'enquêter sur un tir de LBD. Un blessé grave. Des pressions internes. Un parquet peu pressé de mettre les flics à l'encan. Scènes d'émeutes dans Paris, les Champs, le VIII^e arrondissement. Les scènes ordinaires d'un « maintien de l'ordre » dans une République qui a peur. Des syndicats de police qui défendent leur ordre en tous dénis.

On baigne dans la République. Les pieds dans le sang. Il s'agit de « sauver la république », participer à « l'effort de guerre ». Et ce n'est pas la banlieue qui fait cible ici. Une famille, populaire, de Saint-Dizier. On ressent comment le Gouvernement est en panique. BRI et CRS en roue libre livrés à leurs propres peurs, en plein jeu vidéo. Le film montre les affres internes à l'IGPN, l'hypocrisie totale d'une institution dévoyée. Dans des faits concrets du quotidien de l'enquêtrice et de ses collègues. Bien joué, au scénario tendu jusqu'au bout, plus encore que la police c'est l'État dans sa maltraitance la plus autoritaire qui y est disséqué. Dans toutes ses dimensions. Dossier 137 n'est pas l'histoire d'une bavure policière. C'est le récit d'une déraison d'état qui, sans foi ni loi (ou à leur mépris) consacre l'invulnérabilité d'une domination. La Défense de la République. Jugeant sans autre forme de procès que toute « rébellion » manifeste un épisode terroriste. De guerre intérieure.

● Patrick Vassallo

Dominik Moll, Dossier 137, avec Léa Drucker, FLAT, 2025, 1h56,



Leçons de ténèbres, Ce que la violence dit du monde

De quoi la violence est-elle le nom ? Comment les sociétés produisent de la violence ? Qu'est ce que la violence fait aux sociétés ? Comment son spectre nous hante et sa réalité à toutes les échelles nous affecte au quotidien ? D'autant que nous sommes face à une grande pluralité de violences parfois disparates quant à leurs natures, objets et acteurs. C'est de l'ensemble de ces spécificités, présentant de plus des traits historiquement pérennes ou évolutifs que le concept doit rendre compte. L'auteur analyse la matrice de la diversité de cette omniprésence historique autant que de ses caractéristiques actuelles. Il s'interroge sur l'intérêt somme toute assez tardif des sciences sociales, au contraire des mythes et récits originels, la psychanalyse ou la philosophie politique, pour cette dimension transversale de nos sociétés. Dans son approche, il ne prend pas seulement la violence comme objet d'étude, mais comme matière vivante. La manière dont les écrivains, artistes, cinéastes, juristes, militaires et militants s'emparent de cette question comporte aussi des réponses potentielles quant à la possibilité non seulement de se défendre contre ou même de maîtriser la violence mais de sortir des logiques inhérentes qui les génèrent. Comme ses précédents ouvrages, et dans le droit fil de ses engagements, l'immense mérite de ce travail magistral du professeur au Collège de France, c'est de nous offrir une synthèse pleinement appropriable par toutes et tous sur cet immense et complexe enjeu de société.

● Makan Rafatdjou

Leçons de ténèbres, Ce que la violence dit du monde, Didier FASSIN, 2025, La Découverte, 321 p., 22 €



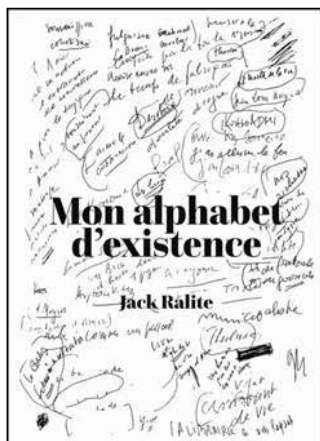
Le crépuscule des Hommes

Le titre du livre évoque un opéra de Wagner. Il s'agit là du crépuscule d'une folie collective meurtrière qui a embrasé l'Europe et le monde entier. Ce livre retrace de manière précise et méticuleuse le procès de Nuremberg qui s'est tenu du 20 novembre 1945 au 1^{er} octobre 1946 contre 24 responsables du Troisième Reich accusés de crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'Humanité. L'auteur nous immerge dans les coulisses d'un procès historique. Il nous fait revivre à la fois le procès lui-même et les coulisses où sont présents des centaines de journalistes et d'écrivains. Parmi eux Elsa Triolet, Joseph Kessel, John Dos Passos, Martha Gellhorn, Madeleine Jacob ou le photographe Ray D'Addario. Pour la première fois victimes et bourreaux sont face à face et les bourreaux doivent répondre devant l'Histoire de leurs crimes. Le livre nous plonge avec beaucoup de profondeur et d'humanité dans la tension perceptible de la salle d'audience ainsi que l'ambiance tendue lors des témoignages, comme celui de Marie Claude Vaillant Couturier ou la présentation des films pris lors de la libération du camp d'Auschwitz.

Ce livre, qui vient de recevoir le prix Renaudot de l'essai, mérite lecture pour revisiter une histoire à la fois ancienne et finalement très actuelle.

● Daniel Rome

Le crépuscule des Hommes, Alfred de Montesquiou, Editions Robert Laffont, 22€, 382 p.



Mon alphabet d'existence

Inachevé à la mort de Jack Ralite, cette œuvre posthume récite la vie d'un homme hors du commun, de A comme Aubervilliers à S comme Sénat en passant par B comme banlieue (celle qui veut TOUT), E (États généraux de la culture) ou T comme théâtre. Un peu comme des notes volées aux instants de vie qui, au final, font le sens d'un être, le rail d'un parcours où les écarts justifient les fondamentaux.

Mêlant l'intime et le public, les affects et les pensées, on ne trouvera pas ici l'autobiographie de Ralite, plutôt les regards de Jack sur sa vie, ses amitiés, ses actions repères. On y croise bien des personnalités, connues, et bien des « gens du peuple », ceux qui font les experts du quotidien.

On ne remerciera jamais assez Claudine, sa fidèle secrétaire, d'avoir gardé ses notes et pu compléter l'ouvrage. D'une lecture aisée, abondamment illustré, cet homme aura marqué son temps, sa ville (Auber) et Plaine Commune, et son communisme auquel, jusqu'au bout dissident ou contestant, il sera resté fidèle.

La fidélité tient une place de choix dans ce parcours de vie. Jack Ralite s'y réfère à plusieurs reprises.

Pour ceux qui sont trop jeunes pour avoir connu Jack Ralite, ce témoignage, source de pensées, aurait mérité une brève bio chronologique. Cette lecture fait du bien en ces temps si rudes.

● Patrick Vassallo

Jack Ralite, Mon alphabet d'existence, Arcane17, 2025, 220 p., 25€



« Les milliardaires ne paient pas d'impôt sur le revenu et nous allons y mettre fin »

Si vous voulez acheter ce livre dans les points relais n'y comptez pas !!! Toute la (facho)sphère Bolloré s'est accaparé journaux, maisons d'édition, radio TV pour coloniser nos esprits. Il a décrété un autodafé commercial sur tous les livres et revues qui invitent à réfléchir, autodafé sur toute pensée émancipatrice qui travaille au progrès de l'Humanité. Je veux parler ici du dernier livre de Gabriel Zucman. Ce livre a pour fonction d'expliquer de manière claire les propositions faites pour introduire dans le budget de la France un peu plus de justice fiscale. Zucman montre, chiffres et études à l'appui, qu'au fil du temps la fraction la plus riche de l'Hexagone fait sécession et essaie de ne pas payer sa juste contribution pour le bien commun. En 1996 la fortune des 500 familles les plus riches s'élevait à 6% du PIB. Aujourd'hui, nous en sommes à 42% et grâce aux choix de Sarkozy, Hollande et Macron, leur fortune a été multipliée par 5 entre 2010 et 2024 pour s'élever à 1228 milliards d'€. On comprend la hargne avec laquelle les puissants, soutenus par la droite et l'extrême-droite, essaient de dénaturer par le mensonge et la calomnie les propositions de Zucman.

Lire et faire lire ce petit opuscule est de salubrité publique.

● Daniel Rome

« Les milliardaires ne paient pas d'impôt sur le revenu et nous allons y mettre fin » Gabriel Zucman Edition Seuil Libelle, 6,90€, 54 p.

MICHEL-ANGE UN GÉNIE QUI A TRAVERSÉ LES SIÈCLES !

Michel-Ange disait « *j'ai vu un ange dans le marbre et j'ai seulement ciselé jusqu'à l'en libérer* ». Tout le génie créatif de Michel-Ange (1475-1564) est dans ces quelques mots. Cette année, on célèbre les 550 ans de la naissance de l'artiste qui a produit notamment le plafond de la chapelle Sixtine, la Pietà, la création d'Adam ou encore le monumental tombeau du pape Jules II. Il a fortement marqué la période de la Renaissance, période qui s'étend sur deux siècles, faite de continuité et de rupture. Comme beaucoup d'artistes de son époque Michel-Ange est à la fois peintre, sculpteur et architecte et il s'est fortement inspiré de Masaccio et Brunelleschi qui eux-mêmes se sont inspirés de Giotto, Cimabue ou Ambrogio Lorenzetti. Ce dernier a peint une magnifique fresque à Sienne (1338) dans le « **Palazzo Pubblico** », le palais communal où siégeait un gouvernement démocratique et indépendant. Il réalisa une fresque fascinante dans la salle où se réunissaient le Conseil des Neuf, alors en charge de l'administration de la République de Sienne : Les effets du bon et du mauvais gouvernement. Le propos ? La comparaison entre un bon et un mauvais gouvernement et l'illustration de leurs effets respectifs sur la société et sur la vie des gens ! Une révolution pour l'époque et les prémices d'un gouvernement véritablement démocratique, vite tués dans l'œuf par l'aristocratie. Ce n'est pas encore à proprement parler la Renaissance, mais c'est une rupture par rapport à la période précédente. Pour illustrer notre propos, on reprendra une citation de Fra Angelico « **il n'y a pas de progrès en art mais uniquement des pas de côté, des bonds inattendus, des coups de génie** ». Ce génie collectif a marqué les arts, la peinture, la sculpture, l'architecture mais aussi les sciences dans une Europe marquée par la toute-puissance de l'Église catholique. Certains scientifiques ont malheureusement fini sur le bûcher pour avoir contesté les dogmes de l'Église. Ce fut aussi le cas des premiers peintres qui osèrent s'attaquer à la mise en perspective. En changeant la peinture, les peintures étaient l'expression d'une nouvelle manière de voir, libérées du carcan des représentations religieuses à l'image de ce que l'on peut voir sur les vitraux. L'humain, y compris son corps dénudé, devient le cœur des représentations. Cet humanisme a largement débordé le cadre de l'Italie pour s'étendre à une grande partie de l'Europe, y compris sous l'égide de monarques ou de cardinaux. Michel-Ange, issu de l'aristocratie toscane, a dès ses jeunes années montré un talent précoce et il atteint très jeune la perfection de l'art du dessin, lorsqu'il est chez Domenico Ghirlandiaio. Comme le montre Giorgio Vasari, premier historien de l'art (1511-1574), la période de la Renaissance est d'un foisonnement remarquable. Masaccio, Léonard de Vinci, Raphaël et bien d'autres. Et tous ces génies vont marquer durablement le regard pendant cinq siècles en inspirant des Rodin, Manet, Delacroix ou Picasso.

Nous concluons par ces belles paroles de Michel-Ange « **l'art vit des contraintes et meurt de liberté**. »

● Daniel Rome et Pierre Zarka



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires.

Pour donner votre avis écrire à contact@ceriseslacooperative.info

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>